SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance ordinaire

PROCES-VERBAL de la réunion du 06 MARS 2025.

La séance est ouverte à 18h30 sous la présidence de Monsieur Nicolas HINZ, Maire.

Etaient présents : HINZ Nicolas, GROMANGIN Anselme, PETITJEAN Laurent, CABOCEL Emna, MULLER Jean-Claude, SPACHER Emilie, VAGNER Christelle.

Etait absente : MAGARD Sarah, excusée.

Mme MAGARD Sarah a donné procuration de vote à M. MULLER Jean-Claude.

Mme CABOCEL Emna a été désignée secrétaire de séance.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Votants : 8 Pour : 5 Contre : 1 Abst. : 2

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

POINT N°1 : COMPTE ADMINISTRATIF 2024.

Le Maire donne lecture du compte administratif 2024 puis quitte la salle des délibérations.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, adopte le compte administratif 2024 du budget principal dont les résultats sont :

Section de fonctionnement : dépenses de l'exercice : 258.350,35 euros
recettes de l'exercice : 294.021,00 euros

Section d'investissement : dépenses de l'exercice : 31.003,92 euros
recettes de l'exercice : 48.470,43 euros.

Votants : 7 Pour : 5 Contre : 2 Abst. : 0

Décision prise en l'absence du Maire.

Le Maire reprend place à la table des délibérations.

POINT N°2 : COMPTE DE GESTION 2024.

Le compte administratif 2024 étant en parfaite concordance avec le compte de gestion 2024 du Service de Gestion Comptable, le conseil municipal, après en avoir délibéré, approuve le compte de gestion 2024.

Votants : 8 Pour : 8 Contre : 0 Abst. : 0

POINT N°3 : AFFECTATION DES RESULTATS.

Le compte administratif 2024 faisant apparaître un résultat de fonctionnement cumulé de + 83.916,50 euros et un résultat d'investissement cumulé de + 10.633,64 euros, le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide d'affecter l'excédent de la section de fonctionnement comme suit :

Fonctionnement – compte 002 : + 83.916,50 euros.

Votants : 8 Pour : 8 Contre : 0 Abst. : 0

IPOINT N°4 : FIXATION DU TAUX DES TAXES DIRECTES LOCALES.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, vote le taux des taxes directes locales pour l'année 2025 comme suit :

	Taux 2023	Taux 2024	Taux 2025
Foncier bâti :	28,71 %	28,71 %	28,71%
Foncier non bâti :	39,53 %	39,53 %	39,53%
Taxe d'habitation :	12,22 %	12,22 %	12,22%
Votants : 8	Pour : 7	Contre : 1	Abst. : 0

IPOINT N°5 : PREPARATION DU BUDGET PRIMITIF 2025.

Le conseil municipal énumère les programmes qui pourront être inscrits dans le budget primitif, dans la limite des crédits budgétaires disponibles :

- L'aménagement du trottoir en bordure de la RD603 ;
- A l'école : la réfection de la salle de classe et la mise à disposition d'un photocopieur pour l'enseignante ;
- Pour la salle des fêtes : l'installation de portes coupe-feu et l'achat d'un lave-vaisselle ;
- Le columbarium actuel ne disposant plus que d'un emplacement disponible, l'installation d'un nouveau columbarium pourrait être étudiée.

IPOINT N°6 : TABLEAU DES EFFECTIFS.

Il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, adopte le tableau des effectifs comme suit :

NB	grades	Cat.	Nb H.
2	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe – titulaire	C	35/35è
1	Adjoint technique principal 2 ^e classe – non titulaire	C	10/35è
1	Rédacteur principal 1 ^{ère} classe – titulaire	B	10/35è
1	Adjoint d'animation principal 2 ^{ème} classe – non titulaire	C	11/35è
1	Adjoint d'animation principal 2 ^{ème} classe – non titulaire	C	08/35è

Le Maire sollicite les élus pour lui permettre l'avancement des deux adjoints techniques principaux de 2^e classe titulaires au grade supérieur d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, est favorable à cette proposition et décide de créer deux emplois d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe à temps complet à compter de ce jour pour permettre l'avancement de grade des deux agents.

Le conseil municipal décide de modifier ainsi le tableau des emplois et d'inscrire au budget les crédits correspondants.

Votants : 8 Pour : 8 Contre : 0 Abst. : 0

IPOINT N°7 : PERSONNEL COMMUNAL : ADHESION AU CONTRAT GROUPE D'ASSURANCE STATUTAIRE DU CENTRE DE GESTION DE LA MOSELLE.

Le Maire expose que le Centre de Gestion a communiqué à la Commune les résultats la concernant.

Le Conseil, après en avoir délibéré :

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 (alinéa 5, non abrogé) ;

Vu le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour application de l'article 26 susvisé, les Centres de Gestion peuvent souscrire des contrats d'assurance pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

VU la délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion en date du 29 novembre 2023, décidant de fixer, au titre de la mise en place de cette mission supplémentaire à caractère facultatif, le taux correspondant à la prestation rendue par le Centre de Gestion.

Décide :

Article 1er : d'accepter la proposition suivante :

Assureur : GENERALI VIE

Courtier : WTW

Durée du contrat : 4 ans (date d'effet au 01/01/2025).

Préavis : contrat résiliable chaque année sous réserve de l'observation d'un préavis de 6 mois.

Agents affiliés à la CNRACL

Risques garantis :

Décès

Congé pour invalidité temporaire imputable au service

Longue maladie, maladie longue durée

Maternité y compris congés pathologiques / Adoption / Paternité et accueil de l'enfant

Maladie ordinaire ou temps partiel pour raison thérapeutique sans arrêt préalable à l'expiration d'une période de franchise mentionnée à l'acte d'engagement

Temps partiel pour raison thérapeutique consécutif à un arrêt, mise en disponibilité d'office pour raison de santé, infirmité de guerre, allocation d'invalidité temporaire

Maintien du demi-traitement pour les agents ayant épuisé leurs droits à prestations

Conditions : (garanties/franchises/taux)

GARANTIES ET FRANCHISES	TAUX	CHOIX
Tous les risques, avec une franchise de 10 jours par arrêt en maladie ordinaire	6.91 %	
Tous les risques, avec une franchise de 15 jours par arrêt en maladie ordinaire	6.60 %	X
Tous les risques, avec une franchise de 20 jours par arrêt en maladie ordinaire	6.36 %	
Tous les risques, avec une franchise de 30 jours par arrêt en maladie ordinaire	6.02 %	
Tous les risques, avec une franchise de 30 jours sur l'ensemble des arrêts (sauf maternité sans franchise)	5.54 %	

Agents titulaires ou stagiaires affiliés à l'IRCANTEC et agents contractuels de droit public affiliés à l'IRCANTEC.

Congé pour invalidité imputable au service

Grave maladie

Maternité (y compris congés pathologiques) / Adoption / Paternité et accueil de l'enfant

Maladie ordinaire à l'expiration d'une période de franchise mentionnée à l'acte d'engagement

Reprise d'activité partielle pour motif thérapeutique

Conditions : (garanties/franchises/taux)

Cocher l'option, si retenue

GARANTIES ET FRANCHISES	TAUX	CHOIX
Tous les risques, avec une franchise de 10 jours par arrêt en maladie ordinaire	1,45 %	
Tous les risques, avec une franchise de 30 jours par arrêt en maladie ordinaire	1,17 %	X

Aux taux de l'assureur s'ajoute la contribution financière de 0,14 % pour la prestation d'administration du contrat par le Centre de Gestion. Ce taux s'applique annuellement à la masse salariale assurée par la collectivité.

Article 2 : Le conseil municipal décide d'autoriser le Maire à signer le contrat d'assurance, les conventions en résultant et tout acte y afférent.

Article 3 : Le conseil municipal décide d'autoriser le Maire à signer la convention d'adhésion du Centre de Gestion et les actes s'y rapportant,

Article 4 : Le conseil municipal charge le Maire de résilier, si besoin, le contrat d'assurance statutaire en cours.

Article 5 : Le conseil municipal prévoit les crédits nécessaires au budget pour le paiement des primes et de la contribution relative à la mission supplémentaire

Votants : 8

Pour : 8

Contre : 0

Abst. : 0

IPOINT N°8 : RESEAU DE DRAINAGE RUE DES MESANGES.

Deux habitants de la rue des mésanges ont signalé que lors des épisodes pluvieux, l'eau de pluie inonde leur terrain. La commune a donc mandaté l'entreprise SCORE qui a réalisé une inspection des drains situés à l'arrière des habitations concernées.

Le maire donne lecture du rapport d'inspection qui révèle plusieurs obstructions situées sous la propriété 13 rue des mésanges.

Si des travaux sont à réaliser ils seront à la charge des propriétaires concernés.

IPOINT N°9 : DIVERS.

- Projet de construction rue de Zondrange – Parcelle section 01 n°36

Le conseil municipal est favorable à ce projet. Un dossier sera transmis à la commission préfectorale compétente pour permettre de lever la règle de constructibilité limitée.

- Evaluation de l'immeuble sis 13 rue du ruisseau

Une troisième évaluation du bâtiment, réalisée par l'entreprise IAD, est présentée aux élus. Le bien est estimé valoir entre 42.000 € et 46.000 €.

- Tarifs de location du matériel

Les nouveaux tarifs seront décidés lors du prochain conseil municipal. Sur le principe, le conseil municipal souhaite appliquer une augmentation équivalente à l'inflation pour les tarifs applicables aux personnes n'habitant pas la commune.

La gratuité du broyeur est limitée à 2h pour les habitants de Marange-Zondrange.

- Travaux en cours :
 - Trottoir en bordure de la RD603

Les travaux ont débuté.

- Assainissement à Zondrange

Des travaux complémentaires sont en cours : reprise d'un raccordement non effectué au 6 rue principale et reprise d'une partie de la rue des jardins.

- Toilettes de la salle des fêtes

Les toilettes de la salle des fêtes ont été rénovées.

- Prochaines manifestations :

- Café Klatsch : Emna CABOCEL propose d'organiser un mercredi après-midi « rencontre et jeux de sociétés » le 19 mars à la salle des fêtes.
- Halloween : les conseillers sont d'accord pour renouveler l'organisation sur le même format que l'an dernier.
- Fête de Noël : prévue le dimanche 14/12/2025.

- Remboursement du sinistre voirie

En 2023, un matériel agricole en feu avait détérioré la voie communale menant à Narbéfontaine. Le préjudice, estimé à 777,60€ vient d'être remboursé par la compagnie d'assurance Groupama.

Rien ne restant à l'ordre du jour, la séance est levée à 20h44.